

Que demander : la démission ou la destitution d'Emmanuel Macron ?

La différence entre démission et destitution n'est pas des moindres. Dans le premier cas elle est du fait du démissionnaire alors que dans le second elle est le fait d'un tiers légitime.

Plutôt que demander une illusoire démission d'Emmanuel Macron, l'UPR vous donne 10 bonnes raisons d'appeler vos députés et sénateurs à déclencher légalement la procédure de destitution d'Emmanuel Macron par l'article 68 de notre constitution :

- **la paupérisation et la précarisation de pans entiers de la société française**
- **le bradage d'intérêts stratégiques et de services publics à l'étranger**
- **le dénigrement incessant des Français**
- **le musellement en sa faveur des médias audiovisuels du service public**
- **le travail de sape contre l'unité nationale**
- **la destruction programmée de milliers de communes françaises**
- **une politique visant à éroder constamment notre indépendance nationale et à dissoudre la France dans une Europe fédérale sous domination allemande**
- **la violation des droits du parlement et du droit international**
- **l'attitude guerrière visant à promouvoir un nationalisme continental européen qui menace la paix du monde**
- **le mépris constant avec lequel il traite la langue française et les pays de la Francophonie**

Un courrier type a leur adressé vous est proposé sur le site

de l'UPR :

<https://www.upr.fr/actualite/france/conseil-aux-gilets-jaunes-lettre-type-a-adresser-a-votre-depute-et-aux-senateurs-de-votre-departement-pour-reclamer-la-destitution-de-macron-par-mise-en-oeuvre-de-l'article-68-de-la-constitut/>

Pour les Yvelines, les coordonnées pour adresser vos courriers sont ici :

Députés	Adresse pour tous	Assemblée nationale 126 Rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP
Circonscription	Nom	Courriel
1	Didier Baichère	didier.baichere@assemblee-nationale.fr
2	Jean-Noël Barrot	jean-noel.barrot@assemblee-nationale.fr
3	Béatrice Piron	beatrice.piron@assemblee-nationale.fr
4	Marie Lebec	marie.lebec@assemblee-nationale.fr
5	Yaël Braun-Pivet	yael.braun-pivet@assemblee-nationale.fr
6	Natalia Pouzyreff	natalia.pouzyreff@assemblee-nationale.fr
7	Michèle de Vaucouleurs	michele.devaucouleurs@assemblee-nationale.fr
8	Michel Vialay	michel.vialay@assemblee-nationale.fr
9	Bruno Millienne	bruno.millienne@assemblee-nationale.fr
10	Aurore Bergé	aurore.berge@assemblee-nationale.fr
11	Nadia Hai	nadia.hai@assemblee-nationale.fr
12	Florence Granjus	florence.granjus@assemblee-nationale.fr
Sénateurs	Adresse pour tous	Sénat, Casier de la Poste, 15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06
	Nom	Courriel
	Marta DE CIDRAC	m.de-cidrac@senat.fr
	Gérard LARCHER, Président du Sénat	g.larcher@senat.fr

	Michel LAUGIER	m.laugier@senat.fr
	Martin LEVRIER	m.levrier@senat.fr
	Sophie PRIMAS	s.primas@senat.fr
	Alain SCHMITZ	a.schmitz@senat.fr

Le tableau de coordonnées ci-dessus est issu des liens ci-dessous :

Vos députés pour les Yvelines :

<https://www.nosdeputes.fr/circonscription/departement/Yvelines>

Les sénateurs pour les Yvelines :

Les noms sont ici :

<http://www.yvelines.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Les-elus-des-Yvelines/Les-senateurs-des-Yvelines>

Soyez nombreux à interpeller vos élus.

Les députés enfoncent le dernier clou du cercueil du référendum de 2005

En commission, la présidente LREM rejette un amendement sans même l'avoir fait voter

Puis elle s'en rend compte en riant et le soumet finalement au vote. Bref, une séquence qui en dit long sur le souci démocratique de la majorité !

<http://lelab.europel.fr/video-en-commission-affaires-sociales-la-presidente-lrem-rejette-un-amendement-sans-meme-lavoir-fait-voter-et-sen-rend-compte-en-riant-3504602>

L'Assemblée vote une résolution pour promouvoir les symboles de l'UE

Les députés piétinent ainsi encore une fois le *non* de 2005 des Français à la Constitution européenne.

https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/l-assemblee-vote-une-resolution-pour-promouvoir-le-drapeau-et-les-symboles-europeens_2489009.html

Pour Marine Le Pen, le FN est passé pour « antieuropéen » par « maladresse sémantique »

Les faits donnent encore une fois raison à l'UPR, qui n'a cessé de répéter que le Front National n'a jamais voulu sortir ni de l'UE, ni de l'Euro. A ce titre, voir ou revoir la conférence de François Asselineau : Les partis politiques respectent-ils l'intelligence des français ?.

<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2017/11/27/25001-20171127ARTFIG00130-europe-marine-le-pen-revoit-sa-copie.php>

Nicolas Dupont-Aignan confirme son alter-européisme

NDA a confirmé une nouvelle fois son opposition à la sortie de l'Union européenne et a déclaré, encore une fois, vouloir rebâtir l'Union européenne. Il fait ainsi mine de ne pas connaître l'article 48 du TUE, duquel découle le fait que toute modification des traités est impossible : cela nécessiterait l'unanimité des Etats alors que ceux-ci ont des intérêts nationaux fondamentalement divergents.

<https://twitter.com/Europe1/status/935772040350584833>

Article 48 du TUE

https://www.upr.fr/vos-questions-nos-reponses/questions_diverses/faut-il-l-unanimité-des-etats-membres-pour-changer-les-traitements-europeens

Conférence : Les partis politiques respectent-ils l'intelligence des français ?

<https://youtu.be/hevzyRa33-s>

Lionel Mabile, Candidat UPR 1ere circonscription du Val d'Oise.

<http://lionel-mabile.upr.fr>

Bilan des 6 premiers mois de la présidence Macron

Mme De Vaucouleurs, députée de la 7ème circonscription des Yvelines a eu la gentillesse de nous donner une lettre d'information sur les 6 premiers mois du gouvernement (voir ci dessous). J'ai cru bon de sortir moi aussi un bulletin d'information reprenant les mêmes thématiques

Le rayonnement de la France selon Macron

Le président Macron a contribué au rayonnement de la France et de son image en critiquant les Français à partir de [la Roumanie](#) puis de [la Grèce](#). Les critiques faites à la Pologne depuis [la Bulgarie](#) ont sans aucun doute fait beaucoup pour augmenter le rayonnement de la France.

Les ordonnances sur la loi travail

Grâce aux ordonnances sur la loi travail, l'inutile débat démocratique à l'assemblée nationale a pu être évité. Les députés n'avaient de toute façon aucune possibilité de refuser ces contre-réformes sur le code du travail puisqu'elles nous sont imposées par les recommandations de la commission européenne (non élue) via les [Grandes Orientations de Politique Économique \(GOPÉ\)](#). Bien loin de choix démocratiques, il s'agit de politiques autoritaires venant de Bruxelles ou Francfort [imposées à l'ensemble des pays européens](#) quelle que soit l'opinion des peuples. L'argument de la création d'emploi suite à ces mesures est discutable. L'Italie qui a eu son Job Act il y a plus de 2 ans n'a pas constaté d'effet notable sur l'emploi. Le manque de régulation peut aussi être contre-productif. Par exemple, [Tupperware a décidé de fermer son site français](#) plutôt que Belge car il est devenu moins coûteux de licencier en France qu'en Belgique.



Hausse du pouvoir d'achat

[La hausse du pouvoir d'achat](#) par le transfert des cotisations sociales vers la CSG ne va concerner que les actifs. Les retraités verront eux leur pouvoir d'achat diminuer. Autre détail d'importance, la baisse des cotisations se fera fin 2018 alors que la hausse de la CSG se fera en début d'année.

Suppression de taxe d'habitation

[La suppression de taxe d'habitation](#) va être compensée par d'autres impôts (CSG,...) puisque les dotations de l'état aux communes doit couvrir le manque à gagner. Certains paieront moins alors que d'autres paieront plus. Le principal problème de cette mesure vient du fait qu'une grande partie du financement des communes est ainsi réduit et que l'on peut donc s'attendre à des hausses sur la taxe foncière. Cette mesure est loin de recueillir [une opinion favorable](#) auprès des élus locaux.

La fin du RSI

Le calendrier prévu pour la fin du RSI est [inquiétant](#). Une telle précipitation a de fortes chances de provoquer de nouveaux dysfonctionnements.

Éducation

Le dédoublement des classes de CP s'est fait [sans aucun poste supplémentaire](#). La mesure a donc consisté à déshabiller Paul pour habiller Jacques et donc au détriment des autres classes de primaire. Je reconnais et félicite cependant l'admirable travail du ministre de l'éducation : Jean Michel Blanquer.

Logement

La politique pour faire baisser la précarité du logement a consisté à faire des coupes dans les aides au logement.



Allocation adulte handicapé

L'allocation adulte handicapé a certes été revalorisée mais la prime d'activité des travailleurs pensionnés a été [supprimée](#).

Loi sécurité

Avec la loi sur la sécurité, nous sommes entré dans un [état d'urgence permanent](#). Les alertes [d'Amnesty](#) et de [l'ONU](#) sur la perte de nos libertés n'ont pas été entendues.

Et voilà la lettre d'information de Mme Vaucouleurs.

Réussir ensemble

N°1

La lettre de votre députée

Chère concitoyenne, cher concitoyen,

Avec cette lettre d'information, je vous invite à partager régulièrement l'actualité de l'Assemblée nationale et de notre circonscription. Ce premier numéro revient sur un début de mandat particulièrement dense.

Tandis que notre Président de la République se mobilisait en faveur du **rayonnement européen et international de la France**, les députés de la majorité présidentielle, avec le gouvernement, ont impulsé l'ambitieux mouvement de **transformation de notre pays**.

Fruit d'une **riche concertation** avec les partenaires sociaux et d'un **vrai débat démocratique** à l'Assemblée nationale, les ordonnances relatives au code du travail illustrent la détermination du gouvernement à agir rapidement et efficacement. Les prochaines lois, sur la **formation professionnelle, l'apprentissage et l'Assurance chômage universelle**, viendront amplifier cette dynamique pour enfin concilier développement économique et création d'emplois.

En cette rentrée, c'est sur de nombreux fronts que la majorité présidentielle est également mobilisée : **pour le pouvoir d'achat** avec le transfert début 2018 des cotisations sociales vers la CSG et la suppression progressive de la taxe d'habitation ; **pour les entreprises** avec la fin programmée du Régime Social des Indépendants (RSI) et l'allègement des charges ; **pour l'école** en libérant l'initiative des établissements et en luttant contre l'échec scolaire avec le dédoublement des classes de CP ;

pour le logement avec une politique plus juste et plus efficace afin de faire reculer la précarité ; **pour les plus fragiles** avec la décision d'augmenter le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé.

Je voudrais aussi évoquer avec vous un enjeu qui nous préoccupe tous, celui de la **sécurité**. En vue de mettre fin à l'état d'urgence, l'Assemblée nationale a récemment adopté la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Là aussi, le débat démocratique aura permis de trouver un équilibre entre protection et liberté.

Issues du programme d'Emmanuel Macron, ces premières mesures illustrent la détermination de la majorité présidentielle à **respecter ses engagements et à répondre à votre légitime exigence de résultats**. C'est ainsi que nous renouerons enfin avec la nécessaire confiance en la vie démocratique de notre pays. C'est ainsi, qu'ensemble, nous réussirons à **transformer la France au bénéfice de toutes et tous**.

Ecouter chacun, réussir ensemble
Cordialement
Michèle de Vaucouleurs



POINTS DE REPÈRE À L'ASSEMBLÉE

Durant ce dernier trimestre, l'examen des **projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale** contribuera à augmenter sensiblement le budget de nombreux ministères comme la Défense, la Solidarité et la Santé, l'Éducation... L'occasion également de concrétiser les engagements du Président de la République : suppression de la taxe d'habitation pour 80% des français, baisse des cotisations sociales, hausse des minima sociaux.... Le **projet de loi de ratification des ordonnances** réformant le Code du Travail devrait être examiné à l'Assemblée en novembre.

ENTRE JEUNES

" Nous sommes plusieurs jeunes à nous être mobilisés pour faire gagner le projet d'Emmanuel Macron. Convaincus que nous devons prendre toute notre place pour transformer la France et dessiner un futur qui libère et protège, nous souhaitons faire entendre la diversité de la voix jeunesse, notamment autour des lois qui nous concernent directement. Ces moments d'échanges citoyens, nous voulons les concevoir avec les jeunes de la #Circo7807. Pour y contribuer, nous vous invitons à contacter la permanence de notre députée "

Des jeunes citoyens de la #Circo7807

LETTRÉ D'INFORMATION BIMESTRIELLE AUX HABITANTS DE LA 7ÈME CIRCONSCRIPTION DES YVELINES

Lettre ouverte de Rémi TOP à la députée Mme de Vaucouleurs

Les Mureaux, le 15 novembre 2017

Madame de Vaucouleurs,

Tout d'abord, je voudrais réagir à votre [lettre d'information n°1](#), où vous prétendez que l'action de la majorité présidentielle est « libératrice » pour notre pays.

Libération ou libéralisme ?

Nos concitoyens savent bien que la doctrine de monsieur Macron est néo-libérale. A titre d'exemple, deux des moyens qu'il a choisis pour faire "avancer" notre pays sont la **flexibilisation du droit du travail** et la **suppression de l'ISF** ! L'Union Populaire Républicaine explique que, dans la mesure où les monnaies nationales ne peuvent plus se déprécier les unes par rapport aux autres, des Etats sont obligés de baisser le coût du travail donc de précariser l'emploi pour rester compétitifs. **La sortie de l'euro, proposée par l'UPR, permettrait d'avoir une monnaie qui protège durablement l'emploi.** Contre la concurrence fiscale européenne, le **contrôle des mouvements de capitaux est le moyen le plus approprié pour que chaque entreprise/particulier s'acquitte d'un impôt légitime** plutôt que courir vers l'imposition la plus faible.

Libérés, par qui ?

L'action de la République en Marche n'est pas libératrice ! **M. Macron n'a pas inventé son programme, c'est la Commission Européenne qui lui a dicté (recherchez les « Grandes Orientations de Politique Économique 22/5/2017» sur google pour comprendre) !** L'UPR propose **que les hommes politiques définissent eux-mêmes leurs programmes.** Libérés des pouvoirs bruxellois, les citoyens pourront enfin choisir des politiques ambitieuses et correspondant à leurs attentes (de droite, de gauche, réellement écologiques, ...) .

Des peuples unis ?

Par ailleurs, à l'occasion des cérémonies du 11 novembre auxquelles vous avez participé à Conflans-Ste-Honorine et à Tessancourt-sur-Aubette, vous avez indiqué votre souhait que soit défendue «la paix dans une Europe qui doit être unie ». **Pensez-vous que l'Union Européenne est un facteur qui renforce l'entente des peuples ? La réalité n'est pas celle-ci : les peuples se sentent ligotés les uns aux autres, par des politiques inadaptées.** Cela crée de la défiance entre eux : **les allemands passent pour les rois de l'austérité, les européens de l'est pour des concurrents déloyaux et les Grecs pour un fardeau !** Quelles sont les propositions concrètes de LREM, pour que nous soyons à la hauteur de ceux dont vous avez invoqué la mémoire ?! A l'UPR, nous savons qu'il y a des peuples européens et non pas un peuple européen. Il suffit de regarder l'actualité et l'absence de solidarité entre les différents pays pour le constater. En conséquence, **chacun doit pouvoir décider de sa politique, – parfois indépendante, parfois collective – !** LREM semble manquer de clairvoyance sur ce point.

Nos concitoyens seraient-ils devenus fatalistes pour accepter

les politiques sociales, écologiques, fiscales, précaires que vous soutenez ? Il est possible de faire avancer les choses d'une manière différente, madame de Vaucouleurs ! J'espère que des députés, notamment vous, sauront à l'avenir porter une autre voix que celle imposée par le Président, leur propre voix ! Une voix dissonante ! Une voix de bon sens !

Rémi TOP

Délégué Union Populaire Républicaine
de la 7e circonscription des Yvelines

remi.top@upr-idf.fr